



**CAHIER DES CHARGES TECHNIQUES –
TERMES DE REFERENCE**
**Pour le recrutement d'un(e) Coordonnateur /
Coordinatrice des agences de l'Equipe Europe
pour la mise en œuvre du Projet d'Appui à
l'Insertion et à l'Emploi Décent par la
Formation Professionnelle (PAIED-FP)**

Prestation d'expertise individuelle

Agence Française de Développement
5, rue Roland Barthes
75598 Paris Cedex 12 - RCS PARIS B 775 665 599
Téléphone : + 33 (0)1 53 44 31 31

Agence de Conakry,
BP. 283 Conakry, République de Guinée.

Concernant la prestation de

« RENFORCEMENT DU POLE EDUCATION DE L'AGENCE AFD DE CONAKRYT POUR LA COORDINATION DES AGENCES DELEGATAIRES DES FONDS DE L'UNION EUROPEENNE (GIZ, ENABEL, AFD) POUR LE FINANCEMENT ET LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME D'APPUI A L'INSERTION ET A L'EMPLOI DECENT PAR LA FORMATION PROFESSIONNELLE (PAIED-FP) »

SOMMAIRE

ARTICLE 1.	Présentation des entités	3
ARTICLE 2.	Présentation du Service Prescripteur	3
ARTICLE 3.	Contexte et objectifs de la mission	3
ARTICLE 4.	Objet du marché	5
ARTICLE 5.	Prestation attendue dans le cadre de la présente consultation.....	6
5.1	Détail de la prestation attendue.....	6
5.2	Modalités et exigences particulières de réalisation.....	6
5.3	Conditions de livraison/d'exécution et interlocuteurs.....	7
5.4	Durée estimée de la prestation, étapes intermédiaires, délais d'intervention, etc.....	7
5.5	Livrables attendus	7
5.6	Critères de validation des livrables.....	8
ARTICLE 6.	Contraintes imposées par l'AFD/PROPARCO.....	8
ARTICLE 7.	Moyens mis à disposition du Prestataire.....	8
ARTICLE 8.	Planning prévisionnel de la prestation.....	8
ARTICLE 9.	Compétences attendues du Prestataire critères d'évaluation des candidatures).....	9
Annexe 1 -	MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR	10
Annexe 2 –	Annexe financière	Erreur ! Signet non défini.

ARTICLE 1. Présentation des entités

Présentation de l'AFD :

Le groupe Agence française de développement (AFD) est un établissement public qui finance, accompagne et accélère les transitions vers un monde plus juste et durable. Plateforme française d'aide publique au développement et d'investissement de développement durable, nous construisons avec nos partenaires des solutions partagées, avec et pour les populations du Sud.

Nos équipes sont engagées dans plus de 4 000 projets sur le terrain, dans les Outre-mer et dans 115 pays, pour les biens communs de l'humanité – le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes, l'éducation ou encore la santé. Nous contribuons ainsi à l'engagement de la France et des Français en faveur des Objectifs de développement durable.

L'AFD collabore également avec les réseaux académiques français et internationaux pour alimenter les débats et réflexions prospectives sur le développement.

L'ensemble des informations relatives à l'AFD, et notamment sa Charte d'Ethique que le prestataire est fortement invité à consulter, est accessible sur le lien suivant : www.afd.fr

ARTICLE 2. Présentation du Service Prescripteur

L'agence de Conakry est rattachée à la Direction Régionale Golfe de Guinée, basée à Abidjan. L'agence est compétente sur la Guinée et la Sierra Léone, même si l'essentiel de l'activité est concentré en Guinée. L'agence compte 17 agents, avec 12 agents opérationnels (dont 3 prestataires, 3 expatriés, 3 VI et 3 cadres locaux) et 5 agents sur les fonctions appuis/supports.

Les secteurs d'intervention de l'AFD sont particulièrement diversifiés : développement rural et environnement, éducation, santé, décentralisation, infrastructures (eau, énergie, transports, déchets), gouvernance (gouvernance financière, justice, réforme de la fonction publique). Consultez la fiche pays : <https://www.afd.fr/fr/page-region-pays/guinee>

ARTICLE 3. Contexte et objectifs de la mission

La jeunesse de la population guinéenne, avec 52% de la population âgée de moins de 18 ans et 64% de moins de 25 ans (RGPH III, 2014), et par conséquent chaque année, l'afflux sur le marché du travail d'un nombre de plus en plus croissant de jeunes en recherche d'un emploi. Le nombre moyen d'années d'études en Guinée pour les enfants âgés de 18 ans, est de 7 ans (pour une durée attendue de 14 ans d'études), ce qui explique le nombre important de jeunes déscolarisés ou non-scolarisés. En effet, la proportion de jeunes (âgés de 15 à 34 ans) non scolarisés et sans emploi ni formation est de 37,10% en 2019. (46,1% pour les femmes et 23,7% pour les hommes). Les femmes ont également une durée moyenne de scolarisation inférieure à celle des hommes ; la transition du primaire au secondaire (taux de rétention) représentant une problématique importante. Le taux d'analphabétisme est élevé, même chez les jeunes. En moyenne 51% des jeunes femmes et 29% des jeunes hommes ne savent pas lire et écrire. Le constat est également que l'enseignement technique et professionnelle ainsi que l'enseignement supérieur peinent toujours à répondre aux besoins d'une économie largement informelle.

Il existe par ailleurs un certain nombre de facteurs qui constituent un véritable frein au développement de ce sous-secteur :

- Mécanisme de financement de la formation professionnelle par les acteurs économiques inefficients
- Certains métiers du secteur primaire sont encore considérés comme réservés aux hommes ;
- Les modalités pédagogiques (PPO) semblent inadaptées pour l'atteinte des résultats (ODD) visés à l'horizon 2030 ;

- L'absence d'étude d'envergure sur les besoins en compétences nécessaires à la croissance économique du pays et le coût conséquent de la pédagogie Approche par les Compétences (APC) nécessitant des équipements modernes et adéquats ;
- Le déficit des dispositifs de passerelles en direction des centres de formation et professionnels à l'issue du cursus scolaire primaire ;
- Le faible accompagnement des Partenaires Technique et Financier (PTF) ;
- Le déficit de traçage de l'évolution de carrière des diplômés de l'ETFP en termes d'emploi et d'insertion socio-économique.

Selon les projections de l'Institut National de Statistiques, la population scolarisable (4 à 24 ans) passera de 5,2 millions (soit 41% de la population totale) en 2014 à un peu plus de 8 millions (40%) en 2030, soit une augmentation de plus de la moitié en seulement 15 ans.

Par ailleurs, plus de 60 % de la jeunesse ne poursuit pas son parcours scolaire au-delà du cycle primaire qui n'a même pas été achevé pour grande partie de ceux qui ont été scolarisés (cf. résultats du Rapport d'Etat du Système Educatif National (RESEN-2018). Les capacités du secondaire ne permettent d'accueillir qu'une augmentation limitée des jeunes en dépit des renforcements qui y sont alloués et d'une rétention scolaire encouragée. L'offre de formation professionnelle doit être largement augmentée et améliorée.

Les filières de formation développées sur la composante AFD du projet concernent l'agriculture, l'élevage, la pisciculture, la gestion des eaux et forêts. Et s'inscrivent pleinement dans le mandat d'accompagnement de l'AFD à la transition écologique. Ces filières conservent un fort potentiel d'emploi au sein duquel les femmes sont particulièrement représentées. Ces filières contribuent à l'autonomisation alimentaire du pays qui reste très exposé aux crises et au dérèglement climatique.

Sous la conduite du METFPE, la Guinée avec l'appui des PTF (PNUD, BIT et BAD) a entamé l'élaboration de sa Politique Nationale de l'Emploi (PNE) qui sera validé à la fin de l'année 2023. Un comité interministériel pour l'Emploi et la Formation sera chargée de son pilotage stratégique et un comité technique emploi-formation est en cours de constitution pour assurer sa mise en œuvre.

Le Programme Décennal de l'Éducation en Guinée 2020-2029 (ProDEG) constitue le cadre fédérateur des politiques de développement de la Guinée et des interventions des PTF en matière de politique éducative, notamment au regard du programme n°4 (« *Extension et réforme de l'enseignement technique et de la formation professionnelle* »).

L'Organisation Internationale du Travail (OIT) et son Centre International de Formation (CIFOIT), avec le soutien technique et financier de l'AFD, ont initié en 2021 le déploiement d'une facilité technique et financière, la "Jobs Facility" L'objectif est le renforcement du système d'élaboration de la politique nationale pour l'emploi. La facilité a démarré en octobre 2021 et aboutira à une feuille de route à l'été 2023.

Dans le cadre de sa mission de coordination des agences délégataires du financement de l'Union Européenne pour la mise en œuvre du Projet d'Appui à l'Insertion et à l'Emploi Décent par la Formation Professionnelle (PAIED-FP) l'Agence Française de Développement (AFD) – Agence de Conakry lance le présent Appel à candidature pour la sélection d'un(e) Expert(e) en poste au sein de l'Agence de Conakry en vue d'assumer les fonctions de coordinateur (trice) desdites agences, le dialogue partenarial avec le Bénéficiaire du Projet d'une part et le point focal de l'AFD vis-à-vis de l'Union Européenne d'autre part.

Le Projet est implémenté au bénéfice du Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'emploi (METFPE) en faveur des apprenant(e)s et vise globalement l'amélioration de l'employabilité des jeunes femmes et hommes dans les secteurs économiques prioritaires en Guinée et spécifiquement des compétences et l'employabilité des apprenant(e)s en faisant évoluer l'offre de formation dans ces secteurs et en renforçant les dispositifs d'insertion.

Le financement du Projet s'inscrit dans celui de l'Union Européenne (UE) au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDCI - Europe dans le

monde)¹. Le partenariat équipe Europe regroupe les agences spécialisées dans la coopération au développement des pays membres présents en Guinée, à savoir l'Agence Française de Développement (AFD) en leader de l'équipe, l'Agence Belge pour le Développement (ENABEL) ainsi que l'Agence Allemande de coopération internationale pour le développement (GIZ).

En tant que Lead, l'AFD assurera la coordination du projet commun, à savoir la consolidation des rapports de suivi, la gestion du circuit fiduciaire et la conduite du dialogue partenarial.

Objectif Spécifique 1 : améliorer la qualité de la formation professionnelle avec une attention spéciale au genre visant les résultats suivants :

- Renforcement du système de l'enseignement technique et de la formation professionnelle ;
- Rénovation d'Infrastructures /équipements ;
- Mise en place d'une banque de modules de formation, au sein du METFPE (gestion de l'information) ;
- Mise en place d'un module/dispositif d'orientation professionnelle vers les filières ciblées dans les établissements primaires et secondaires.

Objectif Spécifique 2 : La participation du secteur privé et des autorités locales dans les mécanismes d'insertion professionnelle est améliorée visant les résultats suivants :

- Mise en place des mécanismes de dialogue entre les établissements de formation technique et professionnelle, le secteur privé et les autorités locales ;
- Développement des partenariats entre des structures de formation et des entreprises ;
- Renforcement des capacités des employeurs pour proposer des apprentissages inclusifs et/ou d'autres programmes d'apprentissage sur le lieu de travail, notamment pour les transitions numériques et vertes, avec une attention au genre ;
- Accompagnement à l'insertion sur le marché du travail des jeunes ayant bénéficié de formations dans une perspective d'emploi décent.

ARTICLE 4. **Objet du marché**

L'objet de ce marché est de mobiliser un(e) consultant(e) individuelle d'expérience internationale en formation professionnelle et Emploi et gestion de projet.

Le ou la coordinatrice sera notamment chargé(e) de la délégation de l'UE faite à l'AFD pour gérer les flux administratif, technique et financier du projet global PAEID. Il ou elle veillera au bon déploiement des activités prévues aux 3 composantes (AFD, GIZ, ENABEL), à leur cohérence d'ensemble, au suivi des indicateurs, au bon fonctionnement de la gouvernance du projet global.

Il/elle sera placé(e) à l'agence AFD de Conakry pour renforcer le Pôle Education, de l'agence dans :

- La coordination de la mise en œuvre du PAIED-FP en lien étroit avec l'UE, les 2 agences Européennes GIZ et ENABEL, le Ministère et ses directions, services et établissements d'enseignement bénéficiaires du programme,
 - Supervision de la mise en œuvre du projet global (les composantes des 3 agences) du Projet et en particulier la composante AFD en lien avec le METFPE ;
 - Consolidation de la préparation et exécution budgétaire des agences co-déléataires ;
 - Rapportage, le dialogue de coordination entre les agences co-déléataires en collaboration avec le METFPE ;
- La supervision de la composante AFD du projet dont le METFPE est maitrise d'ouvrage ;
 - Point focal de l'AFD vis-à-vis de l'Union Européenne pour la composante AFD du Projet.
- Contribuer à la bonne visibilité des résultats du projet et à sa stratégie de communication ;
- Porter les thématiques du PAIED-FP dans le dialogue sectoriel (réunions du Groupe Sectoriel de l'Education) ;

¹ Le Projet est financé par l'Union Européenne (24M Eur), l'AFD (2 M Eur) et la GIZ (0,5 M Eur).

- Contribuer à la qualité du portefeuille du pôle Education en participant à la planification des activités le suivi et l'actualisation du tableau de bord du Pôle.

ARTICLE 5. Prestation attendue dans le cadre de la présente consultation

Appuyer le Pôle Education de l'agence en vue de maintenir et améliorer la qualité de suivi du portefeuille. A cet effet, participer au dialogue sectoriel avec les partenaires du groupe sectoriel de l'éducation ; participer à l'actualisation des outils de pilotage du portefeuille de projets, assurer en tant que de besoin l'intérim des collègues du Pôle.

5.1 Détail de la prestation attendue

De manière spécifique, il s'agira de :

1.1 Assurer le suivi de la mise en œuvre du projet au plan technique :

- Appuyer la supervision de la mise en œuvre de la délégation de financement dans le cadre du projet global PAIED et de sa composante AFD ;
- Assurer la supervision et le suivi des activités de la composante AFD en lien avec le coordinateur de l'UGP du METFPE et l'équipe de l'AT ;
- Assurer les exercices de planification et le suivi de la bonne exécution dans les délais des activités programmées ;
- Assurer la coordination entre les agences délégataires des fonds UE en collaboration avec le METFPE : organisation des réunions de points périodiques avec les agences et la délégation de l'Union Européenne ;
- Participer à l'élaboration et/ou à la relecture des documents techniques partagés par les partenaires (conventions ; manuels de procédures ; dossiers d'appels d'offres, etc.), rapportage du Projet ;
- Préparer organiser, participer les comités de pilotage et les comités techniques de suivi et assurer la mise en œuvre des recommandations ;
- Suivre la production dans le délai requis et appuyer la consolidation des rapports de suivi-contrôle et d'exécution auprès des 3 maitrises d'ouvrage pour les composantes AFD, GIZ et ENABEL.

1.2 Assurer le suivi de la mise en œuvre du projet au plan financier :

- Consolider les informations budgétaires (préparation & exécution) des agences co-délégataires permettant d'élaborer les rapports à la Délégation de l'Union Européenne ;
- Assurer la cohérence de la programmation annuelle budgétaire avec le budget de l'action validé ;
- Solliciter, réceptionner et redistribuer les tranches de financement de l'UE aux 3 maitrises d'ouvrages.

1.3 Rapportage :

- Elaborer les rapports périodiques (trimestriels et annuels) ;
- Assurer le rôle de point focal au sein de l'agence AFD pour l'UE dans le cadre de l'ensemble des activités de rapportage et pour la composante AFD.

5.2 Modalités et exigences particulières de réalisation

Le volume d'expertise requise pour ce poste est de 60 mois au plus en résidentiel. La prestation s'effectuera depuis l'agence AFD basée à Conakry avec des déplacements à l'intérieur du pays. Une partie de la prestation pourrait s'envisager en distanciel en accord avec toutes les Parties au marché.

5.3 Conditions de livraison/d'exécution et interlocuteurs

Le ou la coordinatrice travaillera sous la responsabilité directe de l'Agence de Conakry au sein du Pôle Education de l'agence AFD de Conakry où il aura son bureau, un poste informatique configuré aux standards de l'AFD lui sera mis à disposition par l'AFD (à rendre en fin de mission) en lien avec le Responsable Equipe Projet de la division Education, Formation Professionnelle et Emploi (div. EDU) et le Responsable Pays, positionnés au siège de l'AFD à Paris.

5.4 Durée estimée de la prestation, étapes intermédiaires, délais d'intervention, etc.

Le contrat sera au temps passé.

La mission du ou de la coordinatrice est définie pour une durée initiale de 2 ans renouvelable pour un an chaque année, en accord avec l'AFD, à compter de la notification du marché, dans la limite de la durée totale du projet, soit 5 années, pour un total estimé entre 200 et 240 homme/jours/an.

Le nombre de jours définitif chaque année est laissé à l'initiative et est indiqué par le ou la coordinatrice dans son offre financière (DPGF). Le programme annuel sera ajusté au fil de l'eau et d'une année sur l'autre en cas de renouvellement.

Il est précisé que le ou la coordinatrice pourra être amenée à se déplacer dans le pays pour les missions qui auront été décidées conjointement².

5.5 Livrables attendus

Le ou la consultante devra avoir la souplesse nécessaire pour s'adapter et fournir des services selon les besoins de l'AFD dans le cadre de l'exécution du PAIED-FP. Les livrables suivants seront attendus de sa part :

- **Rapport de démarrage** : il s'agit d'élaborer une note de démarrage présentant la compréhension de la mission ;
- **Journal d'activités** : un journal mensuel d'activité présentant le tableau de bord des activités (réalisées et à réaliser), le reporting financier du programme global, les difficultés et points d'attention ;
- **Rapports d'exécution du Projet PAIED** : établissement des rapports annuels d'exécution consolidés à l'UE ;
- **L'établissement des comptes rendus des différentes rencontres auxquelles le ou la consultante représentera l'AFD chaque fois que ce sera utile**;
- **Note de circonstance ou point de situation** : qui pourra aider à identifier les risques et potentiels points de blocage, des pistes d'atténuation et de solutions pour avis, conseils ou décisions de l'AFD (pouvant être élargie aux 2 autres co-délégués) s'inscrivant dans le cadre de l'exécution du PAIED-FP ;
- **Rapport de fin de mission présentant les résultats de la mission**, les produits et services fournis, les difficultés rencontrées et les recommandations pour la suite.
- **Programme d'activités Budgétisées Annuel, Plan de passation des marchés, Manuel Opérationnel (procédures d'exécution, technique, financière et comptable), Rapports bi-annuels de l'Assistance Technique** : Ces documents Projet ne sont pas élaborés par le / coordinateur (trice)

² L'AFD rembourse les frais uniquement d'hébergement et de transport hors de la résidence principale, engagés sur présentation des justificatifs afférents aux missions.

mais fournis par le METFPE pour la composante AFD et les 2 autres agences délégataires (GIZ, ENABEL). Mais il/elle doit participer à leur validation et à leur tenue à l'agence ;

Ces livrables seront envoyés par email aux destinataires suivants :

- le responsable du Pôle de l'Agence de Conakry ;
- la direction de l'agence de Conakry ;
- le responsable équipe Projet au siège en charge de la Guinée et ;
- le responsable pays au siège de l'AFD.

La qualité des livrables est validée par le pôle éducation de l'agence et le responsable équipe projet au siège de l'AFD qui pourront demander des modifications ou amendements si nécessaire sous le contrôle de la direction d'agence.

5.6 Critères de validation des livrables

- La clarté et la lisibilité du livrable ;
- Le respect des délais ;
- Le respect du périmètre de la Prestation demandée ;
- Le caractère opérationnel des conclusions des livrables ;
- La valeur ajoutée par rapport à l'existant.

ARTICLE 6. Contraintes imposées par l'AFD/PROPARCO

Le ou la coordinatrice e devra respecter les principes d'éthique professionnelle de l'AFD.

Il ou elle devra souscrire une assurance responsabilité civile à tiers autre que l'AFD dans le cadre de la réalisation de sa mission.

Le contrat de prestation devra préciser les dispositions prises par le ou la coordinatrice en matière de sécurité d'exercice de la mission, de confidentialité et d'éthique.

L'exécution du marché nécessite l'usage permanent de la langue française dans les rapports avec le maître d'ouvrage : documents, réunions, comptes rendus, appels téléphoniques, courriers électroniques, tous livrables, etc.

ARTICLE 7. Moyens mis à disposition du Prestataire

Pour assurer l'efficacité de la prestation, un bureau et un équipement informatique au standard de l'AFD ainsi qu'un compte utilisateur seront mis à la disposition du ou de la coordinatrice au sein de l'agence de Conakry, de manière à lui permettre d'accéder aux documents et informations partagées afférentes à sa mission (fonds de dossier, logistique, etc.). Cet équipement sera restitué à l'agence à la fin du contrat de prestation.

ARTICLE 8. Planning prévisionnel de la prestation

Il est attendu du Prestataire un démarrage de ses activités d'ici la fin du 1^{er} trimestre 2024. Une feuille de route globale annuelle sera consignée dans le rapport de démarrage

ARTICLE 9. Compétences attendues du Prestataire critères d'évaluation des candidatures)

Qualification et Compétences	<p>Qualifications : Le profil recherché est celui d'un candidat disposant d'une formation supérieure (niveau minimum bac +5) en politiques publiques / politiques de l'emploi et de l'insertion professionnelle / formation professionnelle/ sciences politiques / politiques de développement ou tout autre diplôme en lien avec la prestation.</p> <p>Compétences techniques et managériales :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Connaissance approfondie du secteur éducatif en général et des domaines de la formation professionnelle et de l'emploi ; • Connaissance approfondie et avérée du domaine de la formation professionnelle et emploi de la Guinée ; • Compétences dans la coordination d'équipes pluriculturelles et animation de réseaux d'acteurs publics et/ou privés, la gestion de projet complexe, l'administration et suivi financier ; • Expériences aux fonctions de leadership et de chef d'équipes pluridisciplinaires, multiculturelles et internationales. • Parfaite maîtrise du français à l'oral comme à l'écrit, pratique de l'anglais appréciée ; • Habiletés à travailler sur des prestations/tâches simultanées, à gérer son temps et les priorités, à travailler sous pression et à endosser ponctuellement des charges accrues de travail ; • Qualités en animation des relations institutionnelles, capacités d'analyse et de synthèse et une bonne maîtrise des logiciels bureautiques.
Expériences requises	<p>Sur les cinq (5) dernières années :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Expérience de gestion de projets d'Institutions internationales de développement (Union Européenne, AFD, etc.), dans le secteur de la formation professionnelle et/ou l'emploi à savoir établir le cadre logique, la programmation, la budgétisation, la passation des marchés, le cadre d'intervention, l'analyse des risques, identification de points forts, faibles, goulots d'étranglement, ...) ; • Expérience professionnelle confirmée en Guinée ou dans la sous-région ouest africaine, en particulier dans les domaines de la formation professionnelle et de l'emploi ; • Connaissance des procédures du groupe Agence Française de Développement, de l'Union Européenne serait un avantage ; • Expérience de travail avec des responsables internationaux de haut niveau (ministres, responsables institutionnels, ...)
Qualités personnelles	<ul style="list-style-type: none"> • Bonne capacité en termes de : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Rédaction, d'argumentation, d'organisation et de synthèse en français ✓ Arbitrage objectif avec discernement ; ✓ Efficacité dans un contexte de stress et de pression dans le travail ; de relations institutionnelles à plusieurs parties prenantes ; ✓ Travail dans un environnement multi-culturel et multi-sectoriel ; ✓ Communication verbale comme écrite et aisance dans la présentation en public ; • Etre relationnel(le), et force de propositions ; • Etre apte à effectuer des voyages notamment par voie terrestre à l'intérieur du pays, dans des conditions relativement difficiles à l'échelle de la Guinée.

Annexe 1 - MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR

Déclaration d'intégrité, d'éligibilité et d'engagement environnemental et social
Intitulé de l'appel d'offres :

Nom du/de la candidat(e) :

1. Nous attestons que nous ne sommes pas dans l'un des cas suivants :

- 1.1) être en état ou avoir fait l'objet d'une procédure de faillite, de liquidation, de règlement judiciaire, de sauvegarde, de cessation d'activité ou être dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature ;
 - 1.2) avoir fait l'objet d'une condamnation prononcée depuis moins de cinq ans par un jugement ayant force de chose jugée dans le pays de réalisation du projet ou pour tout délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché ;
 - 1.3) figurer sur les listes de sanctions financières adoptées par les Nations Unies, l'Union européenne et/ou la France, notamment au titre de la lutte contre le financement du terrorisme et contre les atteintes à la paix et à la sécurité internationales ;
 - 1.4) en matière professionnelle, avoir commis au cours des cinq dernières années une faute grave à l'occasion de la passation ou de l'exécution d'un marché ;
 - 1.5) n'avoir pas rempli nos obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale ou nos obligations relatives au paiement de nos impôts selon les dispositions légales du pays où nous sommes établis.
 - 1.6) être sous le coup d'une décision d'exclusion prononcée par la Banque mondiale, et figurer à ce titre sur la liste publiée à l'adresse électronique <http://www.worldbank.org/debarr> ;
 - 1.7) s'être rendu coupable de fausses déclarations en fournissant les renseignements exigés dans le cadre du processus de passation du Marché.
- 6.7) Nous nous engageons à respecter les normes environnementales et sociales reconnues par la communauté internationale parmi lesquelles figurent les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du travail (OIT) et les conventions internationales pour la protection de l'environnement, en cohérence avec les lois et règlements applicables au pays de réalisation du Marché.
7. Nous autorisons l'AFD à examiner les documents et pièces comptables relatifs à la passation et à l'exécution du Marché et à les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par l'AFD.

Nom _____ En tant que _____

Signature

Dûment habilité à signer l'offre pour et au nom de

En date du _____ jour de _____



Titre du marché N° de référence:
Bordereau de prix Unitaire (BPU)

Renseigner uniquement les cases grises

Nom du soumissionnaire :

Nombre d'année d'expérience	Taux jour € HT	% TVA	Taux jour € TTC
		0 €	

Sans modification du fait de l'AFD, le candidat s'engage à respecter les prix unitaires ci-dessus. Ces prix sont réputés comprendre tous les frais et dépenses directement associés à l'exécution de la prestation en dehors des frais de déplacement hors ile de France ou à l'étranger et des frais de vie le cas échéant.

Nom du soumissionnaire

Signature

